



RAPPORT FINANCIER DU PREMIER TRIMESTRE

EXERCICE 2018

COMPTE RENDU.....PAGE 2

ÉTATS FINANCIERS ET NOTES.....PAGE 16

COMPTE RENDU

MODE DE PRÉSENTATION

La Monnaie royale canadienne (la « Monnaie ») a préparé le présent rapport comme l'exige l'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*¹ en appliquant la norme émise par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada. Le présent compte rendu doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés résumés non audités.

La Monnaie a préparé les états financiers consolidés résumés non audités des périodes de 13 semaines closes le 31 mars 2018 et le 1^{er} avril 2017 conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Sauf indication contraire, les résultats financiers figurant dans ce compte rendu sont présentés en dollars canadiens et ont été arrondis au million près, et l'information qu'il renferme est en date du 29 mai 2018.

ÉNONCÉS PROSPECTIFS

En parcourant tout énoncé prospectif, les lecteurs sont priés de garder à l'esprit la mise en garde figurant à la fin de ce compte rendu.

SURVOL DES ACTIVITÉS

La Monnaie royale canadienne est l'établissement de monnayage national du Canada. Son mandat principal est de produire des pièces de circulation pour le compte du Canada, de gérer le système de distribution intérieur et de conseiller le gouvernement du Canada à ce sujet. La Monnaie remplit ce mandat grâce à un réseau de distribution de pièces et à un système de gestion des stocks qui se démarquent à l'échelle mondiale de même qu'à son usine de production, de placage et de frappe à grande échelle à la fine pointe de la technologie à Winnipeg. La Monnaie a également pour responsabilité de préserver l'intégrité des pièces canadiennes par la recherche et le développement continu et par l'application de caractéristiques de sécurité toujours plus avancées. Elle est également responsable du Programme de récupération des alliages en vertu duquel les plus vieilles pièces canadiennes sont retirées du marché et remplacées par des pièces en acier plaqué multicouche, lesquelles sont plus durables et plus sûres. Ce programme vise également à remplacer systématiquement les vieilles pièces en alliage et les pièces internationales, ce qui assure l'uniformité des pièces en circulation et facilite les transactions automatisées d'acceptation de la monnaie. Les activités de la Monnaie englobent également la prestation de services de monnayage à des pays étrangers, la fabrication et la commercialisation de produits d'investissement et de produits d'affinage ainsi que la prestation de services connexes. Elle fabrique et commercialise également des pièces numismatiques et des médailles.

¹ *Loi sur la gestion des finances publiques*, LRC 1985, c. F-11

La Ligne des pièces de circulation étrangères fabrique des pièces finies, des flans et des jetons destinés à des clients du monde entier, dont des banques centrales, des établissements de monnayage, des autorités monétaires et des ministères des Finances. La Monnaie produit également, pour ses clients à l'échelle internationale et grâce à une technologie de pointe, des coins qui leur permettent de frapper eux-mêmes leurs pièces. Ces contrats permettent à la Monnaie de tirer parti de son infrastructure et de son savoir-faire inégalé à son usine de Winnipeg.

La Ligne des produits et services d'investissement propose à sa clientèle des produits d'investissement de premier ordre sous forme de pièces et de lingots en métaux précieux ainsi que des services intégrés d'affinage et d'entreposage de ces métaux et des Reçus de transactions boursières. Parmi ses produits, citons la série des pièces Feuille d'érable qui se décline en or, en argent, en palladium et en platine. Elle offre également d'autres produits et services de métaux précieux à des fins d'investissement et de fabrication. Grâce à sa position de chef de file du marché de même qu'à la qualité et à la sûreté inégalées de ses pièces d'investissement, la Monnaie est bien placée pour conquérir une grande part de toute augmentation de la demande tout en maintenant ses volumes lorsque les marchés s'affaiblissent. Les Reçus de transactions boursières des Réserves d'or et d'argent canadiennes qui sont cotés à la Bourse de Toronto permettent aux épargnants et aux investisseurs institutionnels d'avoir accès aux métaux précieux entreposés par la Monnaie, et celle-ci réduit ainsi ses coûts de location.

La Ligne des produits numismatiques englobe la création de médailles et de pièces de collection ainsi que la vente de ces produits à des clients du Canada et d'ailleurs dans le monde. Grâce à ses motifs de classe mondiale, la Monnaie occupe une position de chef de file mondial dans l'art et la science du monnayage qui est régulièrement reconnue par de prestigieux prix internationaux, et ce, en grande partie grâce à l'emploi de procédés technologiques d'avant-garde, tels les hologrammes, le placage sélectif et la coloration distinctive, procédés que la Monnaie utilise pour créer des produits attrayants et originaux. L'esprit d'innovation de la Monnaie anime également ses activités de promotion des ventes, lesquelles visent la diffusion d'un contenu médiatique de pointe et l'élargissement de sa portée au Canada.

ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS AU SEIN DE L'ENTREPRISE

VIGIMONNAIE

La Monnaie a mis au point le procédé VIGIMONNAIE^{MC}, une innovation exclusive qui protège chaque pièce d'investissement Feuille d'érable en argent émise en 2018 ou après et une première mondiale qui représente l'unique solution éprouvée pour réduire l'apparition de taches blanches sur les pièces d'investissement en argent. Le procédé VIGIMONNAIE^{MC} a été lancé en février 2018 lors de la World Money Fair à Berlin, en Allemagne.

Prix « Coin of the Year »

La Monnaie royale canadienne a l'honneur d'annoncer que sa pièce de 20 \$ en argent fin 2016 – La Terre, notre mère a gagné le prix de la pièce la plus inspirante du concours « Coin of the Year » 2018 de Krause Publications. Ce prix a été remis à la Monnaie en février 2018 lors de la World Money Fair à Berlin, en Allemagne.

De plus, notre pièce de 2 dollars 2017 – La danse des esprits continue d'attirer l'attention. Elle a récemment remporté le titre de la pièce de circulation la plus novatrice lors de la Conférence internationale des directeurs de Monnaies qui a eu lieu en Corée du Sud. Ce prix témoigne de la façon dont notre passion et notre fierté nous permettent de nous distinguer des autres à titre d'innovateurs de premier plan dans le domaine du monnayage.

Procédure judiciaire en cours entre la Monnaie et la Royal Australian Mint

En décembre 2017, la Monnaie a engagé une procédure judiciaire en Australie contre la Royal Australian Mint pour l'utilisation non autorisée d'une technologie brevetée touchant l'application de couleurs ou d'images sur des surfaces métalliques comme des pièces de monnaie. La Monnaie a pris les mesures nécessaires pour protéger sa technologie unique qui lui permet de se distinguer sur les marchés mondiaux. La procédure judiciaire est toujours en cours.

Protocole d'entente avec le gouvernement du Canada et Plan d'entreprise

Le protocole d'entente que la Monnaie a conclu avec le ministère des Finances est arrivé à échéance le 31 décembre 2017 et les négociations en vue de son renouvellement progressent bien. Le 29 mai 2018, le Conseil d'administration de la Monnaie en a approuvé les principales modalités, et on s'attend à ce que le nouveau protocole d'entente soit signé avant la fin du deuxième trimestre de 2018. Le protocole d'entente actuellement en vigueur le demeurera jusqu'à la conclusion du prochain.

Le 29 mai 2018, avec l'importante conclusion des négociations sur le protocole d'entente, le Conseil d'administration de la Monnaie a approuvé, aux fins de la présentation au ministère des Finances, un Plan d'entreprise 2018-2022 révisé dans lequel de légères modifications ont été apportées aux données financières de l'année civile 2018.

Mise à jour organisationnelle

La présidente de la Monnaie, Sandra Hanington, a annoncé sa démission et quittera la Monnaie le 1^{er} juillet 2018. Selon la recommandation du Conseil d'administration de la Monnaie, le ministre des Finances, l'honorable Bill Morneau, a confirmé que la chef de la direction financière et vice-présidente, Finances et Administration, Jennifer Camelon, agira à titre de présidente intérimaire de la Monnaie jusqu'à ce que le gouvernement du Canada nomme un remplaçant permanent au moyen d'un processus de sélection ouvert et transparent.

Nominations au Conseil d'administration de la Monnaie royale canadienne et départs

Le 23 mai 2018, le ministre des Finances, l'honorable Bill Morneau, a annoncé la nomination de Phyllis Clark à titre de présidente du Conseil d'administration de la Monnaie. La durée de son mandat est de cinq ans.

La Monnaie souhaite adresser ses sincères remerciements à Susan Dujmovic, qui assurait depuis août 2017 la présidence intérimaire du Conseil d'administration de la Monnaie où elle siégeait depuis 2006, pour ses années d'engagement à l'égard de notre réussite.

FAITS SAILLANTS OPÉRATIONNELS ET ANALYSE DES RÉSULTATS

Soucieuse d'atteindre ses objectifs, la Monnaie s'efforce d'accroître constamment sa rentabilité par une gestion prudente de ses finances et par des activités efficaces. Elle évalue son rendement au moyen de paramètres significatifs pour ses clients, ses partenaires commerciaux et ses employés. Les mesures présentées ci-dessous lui permettent de surveiller sa capacité à améliorer son rendement et à créer de la valeur.

	Période de 13 semaines close le			
	31 mars 2018	1 ^{er} avril 2017	Variation en \$	Variation en %
Produits des activités ordinaires	340,9 \$	502,8 \$	(161,9) \$	(32)
Résultats avant impôts sur le résultat et autres éléments ¹	6,8	11,9	(5,1)	(43)
Résultats de la période	4,8	11,1	(6,3)	(57)
Total de l'actif	376,5	418,2	(41,7)	(10)
Fonds de roulement	91,5	118,5	(27,0)	(23)
Marge bénéficiaire brute ²	8 %	9 %		
Rendement des capitaux propres avant impôts ³	6 %	9 %		
Rendement de l'actif avant impôts ³	2 %	4 %		

¹ Un rapprochement des résultats de la période et des résultats avant impôts sur le résultat et autres éléments est présenté à la page 12.

² Les chiffres de l'exercice précédent ont été révisés en fonction du mode de présentation adopté pour l'exercice à l'étude.

³ Le calcul est fondé sur les résultats avant impôts sur le résultat et autres éléments.

Les résultats avant impôts sur le résultat et autres éléments de la période de 13 semaines close le 31 mars 2018 a reculé de 43 % pour s'établir à 6,8 millions de dollars, comparativement à 11,9 millions de dollars pour la même période de l'exercice 2017. Les résultats de 2017 reflètent l'incidence positive des campagnes très réussies de la Monnaie pour les pièces numismatiques Canada 150.

Produits des activités ordinaires par ligne commerciale

	Période de 13 semaines close le			
	31 mars 2018	1 ^{er} avril 2017 ¹	Variation en \$	Variation en %
Pièces de circulation canadiennes	22,6 \$	24,6 \$	(2,0) \$	(8)
Pièces de circulation étrangères	18,6	10,1	8,5	84
Produits et services d'investissement	271,7	421,2	(149,5)	(35)
Produits numismatiques	28,0	46,9	(18,9)	(40)

¹ Les chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés de manière à refléter le regroupement des produits des activités ordinaires provenant du Programme de récupération des alliages et de ceux des pièces de circulation canadiennes.

Pièces de circulation canadiennes

Au cours de la période de 13 semaines close le 31 mars 2018, les produits des activités ordinaires de la Ligne des pièces de circulation canadiennes ont reculé de 2,0 millions de dollars par rapport à ceux de la même période en 2017, en raison principalement de la baisse, en regard d'un an plus tôt, du volume de pièces vendues au ministère des Finances et de la réduction des coûts fixes facturés.

Approvisionnement en pièces

<i>(en millions de pièces)</i>	Période de 13 semaines close le			
	31 mars 2018	1 ^{er} avril 2017	Variation	%
Dépôts dans les institutions financières	713	777	(64)	(8)
Pièces recyclées	40	45	(5)	(11)
Pièces vendues aux institutions financières et autres	19	18	1	6
Total de l'approvisionnement en pièces	772	840	(68)	(8)

La demande est comblée au moyen des trois principales sources d'approvisionnement indiquées dans le tableau ci-dessus, et elle peut varier d'une région à l'autre du pays et d'une période à l'autre de l'année. Le volume net de l'approvisionnement en pièces de circulation canadiennes était de 772 millions de pièces au 31 mars 2018, contre 840 millions au 1^{er} avril 2017, ce qui représente une baisse de 8 % pour la période de 13 semaines close le 31 mars 2018 par rapport à la même période en 2017. Les ventes des nouvelles pièces aux institutions financières ont été comparables à celles de la même période l'an dernier, alors que la demande pendant le premier trimestre de l'année est habituellement faible. En ce qui concerne le caractère saisonnier de la demande de pièces, les tendances passées se maintiennent et les périodes de plus forte demande sont lors des vacances estivales et hivernales.

Stocks du ministère des Finances

<i>(en millions de pièces)</i>	Au			
	31 mars 2018	1 ^{er} avril 2017	Variation	%
Stocks d'ouverture	382	308	74	24
Production	69	100	(31)	(31)
Pièces vendues aux institutions financières et autres	(19)	(23)	4	(17)
Stocks de clôture	432	385	47	12

La Monnaie gère les stocks de façon proactive en tenant compte des variations de la demande, des dépôts auprès des institutions financières et des volumes de recyclage afin de s'assurer que la demande de pièces est comblée tout au long de l'année. Elle s'emploie également à optimiser ses activités de logistique de façon à réduire les coûts globaux de distribution et d'entreposage pour le gouvernement du Canada. Pendant la période de 13 semaines close le 31 mars 2018, le réseau de monnayage a été géré tout en respectant les limites des stocks définies dans le protocole d'entente conclu avec le Gouvernement du Canada. Dans le but de regarnir les stocks détenus au nom du ministère des Finances, la Monnaie a produit 69 millions de pièces lors du premier trimestre de 2018, contre 100 millions un an plus tôt.

Pièces de circulation étrangères

Les produits des activités ordinaires de la Ligne des pièces de circulation étrangères ont augmenté de 84 % pour atteindre 18,6 millions de dollars pour la période de 13 semaines close le 31 mars 2018, comparativement à 10,1 millions de dollars pour la même période en 2017.

Les produits que cette ligne commerciale a réalisés rendent compte de l'expédition de 504,5 millions de pièces et flans (269,7 millions en 2017) à 6 pays (9 en 2017) au cours du trimestre. Au cours du premier trimestre de 2018, la Monnaie a conclu trois nouveaux contrats aux termes desquels elle produira au total 238 millions de pièces.

Produits et services d'investissement

	Période de 13 semaines close le			
	31 mars 2018	1 ^{er} avril 2017	Variation en \$	%
Produits des activités ordinaires, montant brut	334,1 \$	551,1 \$	(217,0)	(39)
Moins les opérations visant des stocks de clients	(62,4)	(129,9)	67,5	(52)
Produits des activités ordinaires, montant net	271,7 \$	421,2 \$	(149,5)	(35)

<i>(en milliers d'onces)</i>	Période de 13 semaines close le			
	31 mars 2018	1 ^{er} avril 2017 ¹	Variation	%
Or	108,5	228,2	(119,7)	(52)
Argent	4 801,8	5 015,6	(213,8)	(4)
Onces, nombre brut	4 910,3	5 243,8	(333,5)	(6)
Moins les onces provenant des opérations visant des stocks de clients	(396,1)	(1 085,5)	689,4	(64)
Onces, nombre net	4 514,2	4 158,3	335,9	9

¹ Les chiffres de l'exercice précédent ont été révisés en fonction du mode de présentation adopté pour l'exercice à l'étude.

Pour la période de 13 semaines close le 31 mars 2018, le montant net des produits des activités ordinaires de la Ligne des produits et services d'investissement a fléchi de 35 %, passant de 421,2 millions de dollars en 2017 à 271,7 millions de dollars. Ce fléchissement a découlé principalement du repli de la demande du marché mondial, ce qui a nui aux volumes des ventes de produits d'investissement en or. Par rapport à un an plus tôt, les volumes des ventes de pièces d'investissement Feuille d'érable en argent ont progressé de 16 % du fait de la demande accrue en Europe et les produits des activités ordinaires tirés des services d'affinage et d'entreposage de la Monnaie ont augmenté de 36 %, ces services auxiliaires continuant de prendre de l'expansion.

Produits numismatiques

Les produits des activités ordinaires de la Ligne des produits numismatiques ont fléchi de 40 % dans la période de 13 semaines close le 31 mars 2018, s'établissant ainsi à 28 millions de dollars, en regard de 46,9 millions pour la période correspondante de 2017. La diminution des produits des activités ordinaires est en grande partie attribuable à la réduction du volume des ventes de produits numismatiques en argent et en métaux communs en 2018, comparativement aux produits de la Ligne des produits numismatiques qui ont été soutenus par la dynamique campagne Canada 150.

	Période de 13 semaines close le			
	31 mars 2018	1 ^{er} avril 2017 ¹	Variation en \$	Variation en %
Or	6,1 \$	4,8 \$	1,3	27
Argent	19,8	35,1	(15,3)	(44)
Autres matières	2,1	7,0	(4,9)	(70)
Total des produits tirés des activités ordinaires	28,0 \$	46,9 \$	(18,9)	(40)

¹ Les chiffres de l'exercice précédent ont été révisés en fonction du mode de présentation adopté pour l'exercice à l'étude.

Au cours du premier trimestre de 2018, la Monnaie a émis différentes pièces, dont une pièce en argent pur soulignant le 30^e anniversaire de la pièce d'investissement Feuille d'érable en argent, un ensemble épreuve numismatique en l'honneur du 240^e anniversaire de l'arrivée du capitaine Cook dans la baie Nootka, une pièce convexe en argent pur soulignant le 180^e anniversaire du baseball au Canada ainsi qu'un ensemble novateur composé d'une pièce et d'un médaillon en l'honneur du 100^e anniversaire de l'Institut national canadien pour les aveugles, une inscription en braille étant présentée sur une pièce pour la première fois.

Charges, autres produits et impôts sur le résultat

Charges (produits)	Période de 13 semaines close le			
	31 mars 2018	1 ^{er} avril 2017 ¹	Variation en \$	Variation en %
Coût des ventes	313,3 \$	458,7 \$	145,4 \$	32
Charges d'exploitation				
Marketing et ventes	8,7	11,4	2,7	24
Administration	13,6	16,1	2,5	16
(Gains nets) pertes nettes de change	(2,1)	1,8	3,9	
Charge d'impôts sur le résultat	2,6	3,7	1,1	

¹ Les chiffres de l'exercice précédent ont été révisés en fonction du mode de présentation adopté pour l'exercice à l'étude.

Pour la période de 13 semaines closes le 31 mars 2018, le coût des ventes a diminué pour s'établir à 313,3 millions de dollars, comparativement à 458,7 millions pour la période correspondante de l'exercice 2017.

La diminution globale du coût des ventes reflète la baisse, en 2018, des produits des activités ordinaires générés par les produits et services d'investissement et les produits numismatiques en raison du repli de la demande sur le marché mondial de produits d'investissement en or et du recul des volumes de produits numismatiques après la conclusion de la campagne menée par la Ligne des produits numismatiques en 2017. La réduction du coût des ventes est aussi attribuable à la réévaluation à la baisse de la composante récupération de métaux précieux du passif au titre des rachats de produits vendus à leur valeur nominale par suite de la baisse du prix de l'argent de 2017 à 2018. Ces reculs ont été partiellement compensés par une augmentation du coût des ventes de la Ligne des pièces de circulation étrangères au cours du trimestre alors que des contrats ont été remplis pendant la période.

Pour la période de 13 semaines close le 31 mars 2018, les charges d'exploitation ont baissé de 19 %, passant de 27,4 millions de dollars pour la même période en 2017 à 22,3 millions. Cette diminution est imputable en grande partie à la réduction des coûts de consultation et à la baisse des coûts de rémunération, ainsi qu'aux coûts non récurrents engagés en 2017 associés au regroupement des locaux à bureaux d'Ottawa. Quant à la baisse des frais de marketing et de ventes, elle est essentiellement imputable à la diminution de ceux engagés aux fins de la publicité et de la consultation.

Le profit net de change s'est accru de 3,9 millions de dollars pour la période de 13 semaines close le 31 mars 2018 comparativement à la période correspondante de 2017. Le profit net de change de 2,1 millions de dollars dans le premier trimestre de 2018 découle principalement de l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain et de l'incidence positive qui en résulte sur la conversion des soldes libellés en dollars américains de la Monnaie, ainsi que des règlements favorables de contrats dérivés sur devises. En comparaison, la perte nette de change de 1,8 million de dollars dans le premier trimestre de 2017 était attribuable en grande partie au règlement défavorable de contrats dérivés sur devises.

Pour la période de 13 semaines close le 31 mars 2018, la charge d'impôts sur le résultat a diminué de 1,1 million de dollars par rapport à celle constatée pour la même période en 2017, ce qui s'explique principalement par la baisse du résultat des activités poursuivies en 2018 comparativement à un an plus tôt.

LIQUIDITÉS ET RESSOURCES EN CAPITAL**Flux de trésorerie**

	Période de 13 semaines close le		Variation en \$
	31 mars 2018	1 ^{er} avril 2017 ¹	
Trésorerie à la clôture de la période	51,4 \$	80,5 \$	(29,1) \$
Flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation	(1,1)	(1,9)	0,8
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement	(3,5)	(3,0)	(0,5)
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement	–	(29,0)	29,0

¹ Tel qu'il est décrit à la note 19.1 des états financiers consolidés résumés non audités de la période de 13 semaines close le 31 mars 2018, les chiffres de l'exercice précédent ont été révisés en fonction du mode de présentation adopté pour l'exercice à l'étude.

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation et aux activités d'investissement pour la période de 13 semaines close le 31 mars 2018 n'ont que peu varié par rapport à la même période en 2017. Au cours de cette période, les dépenses en immobilisations ont été engagées essentiellement aux fins de la modernisation des bureaux de la Monnaie à Ottawa et d'améliorations visant leur optimisation, ainsi qu'à la mise à niveau de l'équipement de production.

La diminution de 29 millions de dollars des flux de trésorerie affectés aux activités de financement dans la période de 13 semaines close le 31 mars 2018, en regard de la même période en 2017, s'explique par la baisse du dividende remis au gouvernement du Canada puisque le dividende sera désormais versé sur une base annuelle, vraisemblablement au quatrième trimestre de l'exercice, à compter de 2018.

Facilités d'emprunt

Il y a lieu de se reporter à la note 14 annexe aux états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2017 pour obtenir des détails sur les facilités d'emprunt de la Monnaie. Tant à l'ouverture qu'à la clôture du trimestre, ses emprunts à long terme en cours totalisaient 19,5 millions de dollars. Tant à l'ouverture qu'à la clôture de l'exercice à l'étude, le ratio des emprunts à long terme sur les capitaux propres était de 1:7.

RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS DE LA PÉRIODE ET DES RÉSULTATS AVANT IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT ET AUTRES ÉLÉMENTS

Ce qui suit constitue un rapprochement des résultats de la période et des résultats avant impôts sur le résultat et autres éléments.

	Période de 13 semaines close le	
	31 mars 2018	1 ^{er} avril 2017
Résultats de la période	4,8 \$	11,1 \$
Ajouter (soustraire) :		
Charge d'impôts sur le résultat	2,6	3,7
(Gain net) perte nette de change	(2,1)	1,8
Réévaluation des produits vendus à leur valeur nominale ¹	1,5	(4,7)
Résultats avant impôts sur le résultat et autres éléments	6,8 \$	11,9 \$

¹ La réévaluation des produits vendus à leur valeur nominale représente l'incidence hors trésorerie du changement dans l'évaluation de la composante récupération de métaux précieux du passif au titre des rachats et retours de produits vendus à leur valeur nominale.

RISQUES D'EXPLOITATION

La direction tient compte de tous les risques et occasions à chaque palier décisionnel. Le rendement de la Monnaie dépend de nombreux facteurs, dont la conjoncture économique, la volatilité des marchés financiers et des marchandises et les pressions exercées par la concurrence. De plus, en tant que société d'État régie par un cadre législatif, elle est consciente que tout changement des objectifs du gouvernement du Canada ou des orientations définies par les organismes dirigeants pourrait influencer sur son rendement.

Un registre des principaux risques de l'entreprise est tenu, tout comme le sont divers autres registres portant sur les risques opérationnels propres à chaque ligne commerciale ou service de soutien de la Monnaie, et ce, dans le cadre du procédé de gestion des risques de l'entreprise de la Monnaie. Ces registres sont régulièrement mis à jour et sont modifiés au fil de la détection de nouveaux risques et de l'atténuation des risques existants afin de les ramener à un niveau acceptable pour la direction.

Les principaux risques de l'entreprise qui pourraient nuire fortement à la capacité de la Monnaie de mettre à exécution sa stratégie sont présentés dans son rapport annuel 2017. Il ne s'est produit aucun changement important dans ces principaux risques de l'entreprise depuis le dépôt du rapport annuel 2017.

ESTIMATIONS COMPTABLES CRUCIALES, ADOPTION DE NOUVELLES NORMES COMPTABLES ET FAITS NOUVEAUX EN COMPTABILITÉ

Il y a lieu de se reporter à la note 3 annexe aux états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2017 pour obtenir des renseignements sur les estimations comptables cruciales, ainsi qu'aux notes 3 et 5 annexes aux états financiers consolidés résumés non audités

ci-joints pour la période de 13 semaines close le 31 mars 2018 pour obtenir des renseignements sur l'adoption de nouvelles normes comptables.

PERSPECTIVES

En ce qui concerne le caractère saisonnier de la demande de pièces, les tendances passées se maintiennent et les périodes de plus forte demande sont lors des vacances estivales et hivernales. Comme le Canada demeure un chef de file de l'adoption du paiement électronique, une baisse de la demande de pièces de circulation canadiennes a déjà eu lieu. Ainsi, il est prévu qu'un modeste déclin de la demande se poursuivra dans un avenir prévisible. La Monnaie prévoit qu'une pièce commémorative sera approuvée pour 2018.

La Monnaie a, pour 2018, de nombreux contrats visant ses produits de circulation étrangers. Au cours des douze prochains mois, les banques centrales devraient émettre des appels d'offres portant sur plus de 5 milliards de pièces et de flans en acier plaqué nickel. La Monnaie prévoit toujours utiliser de manière rentable ses installations de Winnipeg.

La demande mondiale de produits d'investissement en or et en argent devrait rester faible en 2018, et la Monnaie continue de gérer avec soin ses charges d'exploitation afin d'atténuer l'incidence des incertitudes qui règnent sur le marché des produits d'investissement. La Monnaie se concentre toujours sur les stratégies relatives à la clientèle et à la différenciation des produits, comme VIGIMONNAIE^{MC}, afin de préserver son imposante part de marché. Les services auxiliaires d'affinage et d'entreposage de la Monnaie devraient connaître une année solide en 2018.

Les célébrations du 150^e anniversaire du Canada ont joué un rôle clé dans l'essor des produits des activités ordinaires de la Ligne des produits numismatiques en 2017, mais ont également stimulé l'innovation sur le plan des produits et des activités promotionnelles, ce qui assurera notre réussite dans les années à venir. Outre la valeur créée par l'ajout de plus de 140 000 nouveaux clients en 2017, le plan de cette ligne commerciale se concentre sur des changements en profondeur des stratégies d'acquisition et de fidélisation de la clientèle de la Monnaie, dont une utilisation avant-gardiste des médias numériques, des techniques de ciblage et de la messagerie axée sur la connaissance du client. Cet effort d'innovation et d'analyse se poursuivra tout au long de 2018 et par la suite.

ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Les états financiers consolidés résumés non audités et le compte rendu renferment des énoncés prospectifs qui reflètent les attentes de la direction de la Monnaie quant à ses objectifs, ses plans, ses stratégies, sa croissance future, ses résultats d'exploitation, son rendement, ses perspectives commerciales et ses débouchés. Des énoncés prospectifs se reconnaissent généralement par l'emploi de termes ou expressions tels que « projeter », « prévoir », « s'attendre à », « croire », « estimer », « à l'intention de » et d'autres termes ou expressions analogues. De tels énoncés prospectifs ne constituent pas des faits, mais seulement des estimations de la croissance, des résultats d'exploitation, du rendement, des perspectives commerciales et des débouchés prévus (soit des hypothèses). Bien que la direction juge, à la lumière des informations à sa disposition, que ces hypothèses sont raisonnables, elles pourraient se révéler inexactes. Ces estimations des résultats futurs sont assujetties à plusieurs risques et incertitudes ainsi qu'à divers autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent grandement de ceux attendus. Ces risques, incertitudes et autres facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter, ceux énoncés sous la rubrique Risques d'exploitation présentée ci-dessus ainsi qu'à la note 9, Instruments financiers et gestion des risques financiers, des états financiers consolidés résumés non audités de la Monnaie.

Dans la mesure où celle-ci présente des informations financières prospectives ou des perspectives financières, telles celles portant sur sa croissance et son rendement financier à venir, elle le fait dans le seul but de décrire ses attentes. Par conséquent, les lecteurs sont priés de comprendre que ces informations ou perspectives pourraient ne pas convenir à d'autres fins. En outre, à l'instar de tout énoncé prospectif en général, de telles informations ou perspectives reposent sur des hypothèses et sont exposées à divers risques.

Les lecteurs doivent analyser ces facteurs avec soin lorsqu'ils évaluent de tels énoncés prospectifs. Compte tenu de ces hypothèses et risques, les événements prévus par ces énoncés pourraient ne pas survenir. La Monnaie ne peut garantir que les résultats ou événements projetés se concrétiseront. C'est pourquoi les lecteurs ne doivent pas se fier indûment aux énoncés prospectifs.

Les énoncés prospectifs figurant dans les états financiers consolidés résumés non audités et le compte rendu ne sont faits qu'en date du 29 mai 2018, et la Monnaie ne s'engage nullement à les mettre à jour publiquement après cette date en raison de nouvelles informations, d'événements à venir, de changements de situation ou pour tout autre motif que ce soit.

Déclaration de responsabilité de la haute direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers consolidés résumés non audités conformément à IAS 34, *Information financière intermédiaire*, et aux exigences de la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers consolidés résumés exempts d'anomalies significatives. La direction doit aussi veiller à ce que toutes les autres informations fournies dans le présent rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers consolidés résumés non audités.

À notre connaissance, ces états financiers consolidés résumés non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Monnaie royale canadienne, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers consolidés résumés non audités.

La présidente de la Monnaie,



Sandra L. Hanington

La chef de la direction financière et
vice-présidente, Finances et Administration,



Jennifer Camelon, CPA, CA

Ottawa, Canada

Le 29 mai 2018

MONNAIE ROYALE CANADIENNE
ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
non audité (en milliers de \$ CA)

	Notes	Au	
		31 mars 2018	31 décembre 2017
Actifs courants			
Trésorerie		51 412 \$	56 268 \$
Créances	6	21 937	16 787
Charges payées d'avance		5 375	3 615
Impôts sur le résultat à recevoir		4 093	4 246
Stocks	7	70 647	85 455
Actifs découlant de contrats	8	13 897	-
Actifs financiers dérivés	9	37	361
Total des actifs courants		167 398	166 732
Actifs non courants			
Charges payées d'avance		1 855	2 336
Actifs financiers dérivés	9	140	111
Actifs d'impôts sur le résultat différés		32 249	32 379
Immobilisations corporelles	10	165 509	166 071
Immeuble de placement		236	236
Immobilisations incorporelles	10	9 136	9 930
Total des actifs non courants		209 125	211 063
Total de l'actif		376 523 \$	377 795 \$
Passifs courants			
Créditeurs et charges à payer	12	52 794 \$	60 803 \$
Emprunts		7 515	7 507
Rachats de produits vendus à leur valeur nominale	11	1 451	1 789
Produits différés		3 043	11 013
Passifs découlant de contrats	8	6 739	-
Avantages du personnel		2 891	2 874
Passifs financiers dérivés	9	1 074	597
Impôts sur le résultat exigibles		387	-
Total des passifs courants		75 894	84 583
Passifs non courants			
Créditeurs et charges à payer	12	2 153	1 881
Emprunts		11 993	11 994
Rachats de produits vendus à leur valeur nominale	11	139 634	139 346
Avantages du personnel		11 765	11 765
Total des passifs non courants		165 545	164 986
Total du passif		241 439	249 569
Capitaux propres			
Capital-actions (4 000 actions non transférables autorisées et émises)		40 000	40 000
Résultats non distribués		94 954	88 127
Cumul des autres éléments du résultat global		130	99
Total des capitaux propres		135 084	128 226
Total du passif et des capitaux propres		376 523 \$	377 795 \$

Engagements, éventualités et garanties (note 21)

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés.

MONNAIE ROYALE CANADIENNE
ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ DU RÉSULTAT GLOBAL
non audité (en milliers de \$ CA)

	Notes	Période de 13 semaines close le 31 mars 2018	1 ^{er} avril 2017 (note 22)
Produits des activités ordinaires	14	340 879 \$	502 750 \$
Coût des ventes	15, 16	313 304	458 686
Marge brute		27 575	44 064
Frais de marketing et ventes	15, 16	8 745	11 388
Frais d'administration	15, 16, 17	13 612	16 050
Charges d'exploitation		22 357	27 438
Gain (perte) de change, montant net		2 104	(1 768)
Résultats d'exploitation		7 322	14 858
Produits (frais) financiers, montant net		109	(7)
Autres produits		1	-
Résultats avant impôts sur le résultat		7 432	14 851
Charge d'impôts sur le résultat	18	(2 629)	(3 737)
Résultats de la période		4 803	11 114
<i>Éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat net :</i>			
Profits nets non réalisés sur couvertures de flux de trésorerie		31	17
Autres éléments du résultat global, après impôts		31	17
Résultat global total		4 834 \$	11 131 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés.

MONNAIE ROYALE CANADIENNE
ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
non audité (en milliers de \$ CA)

Période de 13 semaines close le 31 mars 2018

	Notes	Capital- actions	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global (Profits nets sur couvertures de flux de trésorerie)	Total
Solde au 31 décembre 2017		40 000 \$	88 127 \$	99 \$	128 226 \$
Solde au 1 ^{er} janvier 2018, montant déjà établi		40 000	88 127	99	128 226
Incidence d'un changement de méthode comptable	3.1.4	-	2 024	-	2 024
Solde ajusté au 1 ^{er} janvier 2018		40 000	90 151	99	130 250
Résultat de la période		-	4 803	-	4 803
Autres éléments du résultat global, montant net ¹		-	-	31	31
Solde au 31 mars 2018		40 000 \$	94 954 \$	130 \$	135 084 \$

¹ Les montants présentés sont nets d'impôts sur le résultat.

Période de 13 semaines close le 1^{er} avril 2017

	Notes	Capital- actions	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global (Profits nets (pertes nettes) sur couvertures de flux de trésorerie)	Total
Solde au 31 décembre 2016		40 000 \$	145 617 \$	(261) \$	185 356 \$
Résultat de la période		-	11 114	-	11 114
Autres éléments du résultat global, montant net ¹		-	-	17	17
Dividendes versés	9.1	-	(29 000)	-	(29 000)
Solde au 1 ^{er} avril 2017		40 000 \$	127 731 \$	(244) \$	167 487 \$

¹ Les montants présentés sont nets d'impôts sur le résultat.

MONNAIE ROYALE CANADIENNE
TABLEAU CONSOLIDÉ RÉSUMÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
non audité (en milliers de \$ CA)

		Période de 13 semaines close le	
	Notes	31 mars 2018	1 ^{er} avril 2017 (note 19.1)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Résultats de la période		4 803 \$	11 114 \$
Ajustements visant à rapprocher les résultats et les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Dotation aux amortissements	15	4 324	4 875
Charge d'impôts sur le résultat	18	2 629	3 737
(Produits) frais financiers, montant net		(109)	7
Autres produits		(1)	-
Gain net de change		(1 180)	(1 805)
Ajustements des autres produits, montant net	19	(1 427)	(5)
Variation du passif au titre des rachats de produits vendus à leur valeur nominale		1 110	(4 862)
Variation nette des actifs et passifs d'exploitation	19	(8 636)	(9 970)
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation avant intérêts et impôts sur le résultat			
		1 513	3 091
Impôts sur le résultat payés	19	(2 795)	(5 094)
Intérêts reçus, déduction faite des intérêts payés	19	221	82
Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'exploitation		(1 061)	(1 921)
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles		(3 326)	(2 879)
Acquisition d'immobilisations incorporelles		(182)	(89)
Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement		(3 508)	(2 968)
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement			
Dividendes versés	9.1	-	(29 000)
Flux de trésorerie nets affectés aux activités de financement		-	(29 000)
Effet des fluctuations de taux de change sur la trésorerie		(287)	229
Diminution de la trésorerie		(4 856)	(33 660)
Trésorerie au début de la période		56 268	114 185
Trésorerie à la clôture de la période		51 412 \$	80 525 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés.

1. NATURE ET DESCRIPTION DE LA SOCIÉTÉ

La Monnaie royale canadienne (la « Monnaie » ou « Société ») a été constituée en 1969 en vertu de la *Loi sur la Monnaie royale canadienne*; son mandat consiste à frapper des pièces en vue de réaliser des bénéfices et à exercer des activités connexes. Elle est une société mandataire de Sa Majesté mentionnée à la partie II de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Elle produit toutes les pièces de monnaie qui ont cours au Canada et administre le réseau de distribution pour le compte du gouvernement du Canada. La Société se conforme à toutes les exigences du Conseil du Trésor en matière de frais de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements.

La Société est l'un des principaux producteurs mondiaux de pièces de circulation, de collection et d'investissement destinées aux marchés intérieur et extérieur, et l'un des plus grands affineurs d'or au monde. Les adresses du siège social et des installations principales sont le 320, promenade Sussex, Ottawa (Ontario), K1A 0G8, Canada et le 520, boulevard Lagimodière, Winnipeg (Manitoba), R2J 3E7, Canada.

La Société est une société d'État fédérale visée par règlement et est assujettie à l'impôt sur le revenu fédéral en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Même si elle n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu fédéral des États-Unis d'Amérique, la Société est, dans certains États, assujettie à l'impôt sur le revenu étatique.

2. MODE DE PRÉSENTATION

2.1 Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés résumés ont été établis conformément à IAS 34, *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 »), des Normes internationales d'information financière (« IFRS »), et à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada. Comme le permettent ces normes, ces états financiers consolidés résumés ne renferment pas toutes les informations à fournir dans des états financiers consolidés annuels et doivent être lus à la lumière des états financiers consolidés audités de la Société pour son exercice clos le 31 décembre 2017.

Les présents états financiers consolidés résumés n'ont pas été audités ni examinés par un auditeur externe.

2.2 Mode de présentation

Les états financiers consolidés résumés ont été établis conformément aux IFRS.

Bien que la date de clôture de l'exercice de la Société, à savoir le 31 décembre, coïncide avec la fin de l'année civile, les dates de clôture de ses trimestres ne concordent pas nécessairement avec celles des trimestres de l'année civile. Chaque trimestre de la Société comporte plutôt 13 semaines.

Le 29 mai 2018, le Conseil d'administration de la Société a autorisé la publication des présents états financiers consolidés résumés.

2.3 Consolidation

Les états financiers consolidés résumés comprennent les états financiers de la Société et ceux de sa filiale entièrement détenue, RCMH-MRCF inc. Celle-ci a adopté les IFRS en même temps que la Société et ses méthodes comptables suivent celles utilisées par la Société. RCMH-MRCF inc. est inactive depuis le 31 décembre 2008. Les transactions, soldes, produits et charges interentreprises ont été complètement éliminés lors de la consolidation.

2.4 Conversion des devises étrangères

À moins d'indication contraire, tous les montants présentés dans les états financiers consolidés résumés et les informations fournies sont en milliers de dollars canadiens (\$ CA), soit la monnaie fonctionnelle et la monnaie de présentation de la Société.

3. CHANGEMENTS TOUCHANT LES MÉTHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables appliquées aux fins des présents états financiers consolidés résumés sont présentées à la note 2 annexe aux états financiers consolidés audités annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. À l'exception des changements décrits ci-dessous, la Société a appliqué ces méthodes comptables de manière cohérente dans les périodes considérées et comparatives.

3.1 Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

La Société a adopté IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, avec application initiale le 1^{er} janvier 2018. Par conséquent, la Société a modifié sa méthode de comptabilisation des produits des activités ordinaires de la manière décrite ci-après.

La Société a appliqué IFRS 15 selon la méthode rétrospective modifiée. Conformément à cette méthode, la Société applique la norme de façon rétrospective uniquement à la plus récente période présentée dans les états financiers consolidés résumés et comptabilise l'incidence cumulative de l'application initiale d'IFRS 15 en tant qu'ajustement du solde d'ouverture des résultats non distribués au 1^{er} janvier 2018. Ainsi, les informations comparatives pour 2017 qui sont présentées dans les états financiers consolidés résumés de la Société pour la période de 13 semaines close le 31 mars 2018 n'ont pas été retraitées et sont toujours présentées conformément aux méthodes comptables indiquées à la note 2.19 des états financiers consolidés audités annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. Conformément à la méthode rétrospective modifiée, seuls les contrats à l'égard desquels il subsiste des obligations de prestation non remplies au 1^{er} janvier 2018 ont été évalués aux termes d'IFRS 15, d'après la forme de ces contrats au 1^{er} janvier 2018 et compte tenu des modifications apportées aux contrats jusqu'à cette date, le cas échéant. Les changements importants découlant de ces modifications et leur effet quantitatif sont présentés en détail ci-après.

3.1.1 Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients qui sont comptabilisés au fil du temps ou à un moment précis

IFRS 15 ne fait pas de distinction entre les produits et les services; elle définit plutôt des obligations de prestation qui englobent les deux. Les obligations de prestation, au sens qu'en donne IFRS 15, peuvent être remplies progressivement ou à un moment précis selon le moment auquel le contrôle est transféré au client. Le contrôle d'un actif s'entend de la capacité de décider de l'utilisation de celui-ci et d'en tirer la quasi-totalité des avantages restants. Aux termes d'IFRS 15, pour certains contrats, le contrôle de l'actif est transféré progressivement au client par la Société. La Société évalue si les produits des activités ordinaires seront comptabilisés au fil du temps ou à un moment précis au moment de la passation du contrat.

La Société transfère le contrôle d'un bien ou d'un service au fil du temps et, ainsi, elle remplit une obligation de prestation et comptabilise des produits des activités ordinaires au fil du temps si un des critères suivants est rempli :

- le client reçoit et consomme simultanément les avantages procurés par la prestation de la Société, au fur et à mesure où celle-ci a lieu;
- la prestation de la Société crée ou valorise un actif (par exemple des travaux en cours) dont le client obtient le contrôle au fur et à mesure de sa création ou de sa valorisation;
- la prestation de la Société ne crée pas un actif que la Société pourrait utiliser autrement, et la Société a un droit exécutoire à un paiement au titre de la prestation effectuée jusqu'à la date considérée.

Aux termes d'IFRS 15, pour certains contrats, la Société comptabilise des produits des activités ordinaires à mesure que des pièces de circulation sont produites, lorsque la Société a établi que les pièces de circulation ne peuvent être utilisées autrement et lorsque la Société a un droit exécutoire à un paiement au titre des pièces de circulation produites à tout moment pendant la durée du contrat.

Les produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients qui ne sont pas comptabilisés au fil du temps sont comptabilisés au moment précis où la Société transfère le contrôle de l'actif promis au client. Les éléments indicatifs d'un transfert de contrôle que la Société prend en compte sont notamment les suivants :

- La Société a un droit actuel à un paiement au titre de l'actif transféré.
- Le client a le titre de propriété de l'actif.
- La Société a transféré la possession matérielle de l'actif au client.
- Le client a les risques et avantages importants inhérents à la propriété de l'actif.
- Le client a accepté l'actif.

3.1.2 Coût du contrat

Antérieurement, la Société comptabilisait en charges les commissions à payer au titre des contrats de production de pièces étrangères à mesure qu'elles étaient engagées. Selon IFRS 15, ces frais seront inscrits à l'actif en tant que coûts d'obtention d'un contrat lorsqu'ils sont marginaux et, si leur recouvrement est prévu, ils seront amortis en phase avec les produits des activités ordinaires tirés du contrat connexe. Si la période d'amortissement prévue est d'un an ou moins, les

MONNAIE ROYALE CANADIENNE
 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS
 PÉRIODE DE 13 SEMAINES SE TERMINANT LE 31 MARS 2018

(Non audités) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

commissions continueront d'être passées en charges à mesure qu'elles sont engagées. Aucun coût de contrat n'a été inscrit à l'actif au 1^{er} janvier 2018 ou au 31 mars 2018.

3.1.3 Contrats conclus avec des clients qui comportent une composante financement importante

La Société ajuste le montant de contrepartie promis à recevoir d'un client pour tenir compte des effets d'une composante financement importante si, au moment de la passation du contrat, elle s'attend à ce que l'intervalle entre le moment où elle fournira un bien ou un service promis au client et le moment où le client paiera ce bien ou ce service excède un an.

3.1.4 Incidence sur les états financiers

Les tableaux suivants résument les répercussions de l'adoption d'IFRS 15 sur les états financiers consolidés résumés de la Société au 31 mars 2018 et pour la période de 13 semaines close à cette date.

a) État consolidé résumé de la situation financière

Au 31 mars 2018	Chiffres présentés	Ajustements	Soldes compte non tenu de l'adoption d'IFRS 15
Impôts sur le résultat à recevoir	4 093 \$	(34) \$	4 059 \$
Stocks	70 647	11 851	82 498
Actifs découlant de contrats	13 897	(13 897)	-
Actif d'impôts sur le résultat différés	32 249	642	32 891
Total de l'actif	376 523 \$	(1 438) \$	375 085 \$
Produits différés	3 043 \$	7 270 \$	10 313 \$
Passifs découlant de contrats	6 739	(6 739)	-
Total du passif	241 439 \$	531 \$	241 970 \$
Résultats non distribués	94 954 \$	(1 969) \$	92 985 \$
Total des capitaux propres	135 084 \$	(1 969) \$	133 115 \$
Total du passif et des capitaux propres	376 523 \$	(1 438) \$	375 085 \$

MONNAIE ROYALE CANADIENNE
 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS
 PÉRIODE DE 13 SEMAINES SE TERMINANT LE 31 MARS 2018
 (Non audités) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

Au 1 ^{er} janvier 2018	Soldes compte tenu de l'adoption d'IFRS 15	Ajustements	Chiffres présentés
Stocks	75 663 \$	9 792 \$	85 455 \$
Actifs découlant de contrats	11 257	(11 257)	-
Actif d'impôts sur le résultat différés	31 691	688	32 379
Total de l'actif	378 572 \$	(777) \$	377 795 \$
Produits différés	6 203 \$	4 810 \$	11 013 \$
Passifs découlant de contrats	3 563	(3 563)	-
Total du passif	248 322 \$	1 247 \$	249 569 \$
Résultats non distribués	90 151 \$	(2 024) \$	88 127 \$
Total des capitaux propres	130 250 \$	(2 024) \$	128 226 \$
Total du passif et des capitaux propres	378 572 \$	(777) \$	377 795 \$

b) État consolidé résumé du résultat global

Période de 13 semaines close le 31 mars 2018	Chiffres présentés	Ajustements	Soldes compte non tenu de l'adoption d'IFRS 15
Produits des activités ordinaires	340 879 \$	(2 350) \$	338 529 \$
Coût des ventes	313 304	(2 669)	310 635
Gain net de change	2 104	(184)	1 920
Charge d'impôts sur le résultat	(2 629)	(34)	(2 663)
Résultats de la période	4 803 \$	101 \$	4 904 \$
Résultat global total	4,834 \$	101 \$	4,935 \$

c) Tableau consolidé résumé des flux de trésorerie

Période de 13 semaines close le 31 mars 2018	Chiffres présentés	Ajustements	Soldes compte non tenu de l'adoption d'IFRS 15
Résultats de la période	4 803 \$	101 \$	4 904 \$
Ajustements visant à rapprocher les résultats et les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Gain net de change	(1 180)	184	(996)
Ajustements des produits des activités ordinaires, montant net	(1 427)	(319)	(1 746)
Charge d'impôts sur le résultat	2 629	34	2 663
Flux de trésorerie nets générés par les activités d'exploitation	(1 061) \$	- \$	(1 061) \$

3.2 Instruments financiers

La Société a adopté IFRS 9, *Instruments financiers* (« IFRS 9 ») et IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir* (« IFRS 7 ») avec application initiale le 1^{er} janvier 2018. Par conséquent, la Société a modifié sa méthode comptable portant sur le classement des instruments financiers.

La Société a appliqué IFRS 9 et IFRS 7 de façon rétrospective, mais elle a décidé de ne pas retraiter ses états financiers consolidés résumés comparatifs et a ajusté son état consolidé résumé de la situation financière au 1^{er} janvier 2018 pour rendre compte de l'application des nouvelles exigences.

De plus, la Société a appliqué la méthode simplifiée dans le cadre de son test de dépréciation des actifs financiers évalués au coût amorti ainsi que pour les créances clients et les actifs découlant de contrats qui entrent dans le champ d'application d'IFRS 15.

3.2.1 Classement et évaluation de la juste valeur des instruments financiers

Après avoir analysé l'incidence d'IFRS 9 sur ses instruments financiers, la Société a tiré les conclusions suivantes :

- Les actifs et les passifs financiers détenus à des fins de transaction et ceux désignés comme étant évalués à la juste valeur par le biais du résultat net devraient continuer d'être évalués ainsi;
- Les instruments financiers classés dans les prêts et créances en vertu d'IAS 39 devraient continuer d'être évalués au coût amorti aux termes d'IFRS 9.

Auparavant, en vertu d'IAS 39, les actifs financiers et les passifs financiers de la Société étaient classés et évalués ultérieurement comme suit :

Instrument financier	Classement	Évaluation ultérieure
Trésorerie	Détenue à des fins de transaction	Juste valeur
Créances	Prêts et créances	Coût amorti
Actifs financiers dérivés	Détenus à des fins de transaction	Juste valeur
Créditeurs et charges à payer	Autres passifs financiers	Coût amorti
Emprunts	Autres passifs financiers	Coût amorti
Passifs financiers dérivés	Détenus à des fins de transaction	Juste valeur

MONNAIE ROYALE CANADIENNE
NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS
PÉRIODE DE 13 SEMAINES SE TERMINANT LE 31 MARS 2018

(Non audités) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

En vertu d'IFRS 9, les actifs financiers et les passifs financiers de la Société sont dorénavant classés et évalués ultérieurement comme suit :

Instrument financier	Classement	Évaluation ultérieure
Trésorerie	Coût amorti	Coût amorti
Créances	Coût amorti	Coût amorti
Actifs financiers dérivés	Dérivés évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	Juste valeur
Créditeurs et charges à payer	Coût amorti	Coût amorti
Emprunts	Coût amorti	Coût amorti
Passifs financiers dérivés	Dérivés évalués à la juste valeur par le biais du résultat net et à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Juste valeur

La mise en application d'IFRS 9 n'a pas eu une incidence importante sur les états financiers consolidés résumés de la Société au 1^{er} janvier 2018 ou au 31 mars 2018.

4. PRINCIPALES SOURCES D'INCERTITUDE RELATIVE AUX ESTIMATIONS ET AUX JUGEMENTS CRUCIAUX

Pour établir les présents états financiers consolidés résumés, la direction a dû poser des jugements cruciaux, faire des estimations et formuler des hypothèses qui ont influé sur les montants déclarés de l'actif et du passif, sur la divulgation d'actifs et de passifs éventuels ainsi que sur les montants déclarés des produits et des charges de la période de présentation de l'information financière.

Les résultats réels pourraient différer grandement des estimations et hypothèses. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont examinées de façon continue. Les révisions d'estimations comptables sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle l'estimation est révisée si cette dernière touche seulement cette période, ou dans la période de révision et les périodes futures si elle touche autant la période actuelle que celles à venir. Les principaux jugements et estimations au 31 mars 2018 étaient conformes à ceux décrits dans la note 3 annexe aux états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

5. APPLICATION D'IFRS NOUVELLES OU RÉVISÉES

5.1 Prises de position liées à des IFRS nouvelles ou révisées qui ont une incidence sur les montants présentés ou indiqués dans les états financiers consolidés résumés pour la période de 13 semaines close le 31 mars 2018

- a) IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, IFRS 7 *Instruments financiers : Informations à fournir* et IFRS 9 *Instruments financiers* ont été adoptées par la Société le 1^{er} janvier 2018. L'incidence de l'application de ces nouvelles prises de position sur les états financiers consolidés résumés de la Société est présentée à la note 3.
- b) La Société a pris connaissance des prises de position en comptabilité révisées qui ont été publiées et qui doivent obligatoirement être appliquées pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2018. La Société a adopté les modifications suivantes en date du 1^{er} janvier 2018, modifications qui n'ont pas eu d'incidence significative sur les états financiers consolidés résumés.

IAS 40 Immeubles de placement (« IAS 40 »)

Une modification d'IAS 40 a été publiée en décembre 2016 et indique que des transferts vers la catégorie immeubles de placement ou depuis celle-ci doivent être effectués par une entité si, et seulement si, il y a une indication d'un changement d'utilisation. Il y a un changement d'utilisation lorsque le bien immobilier devient, ou cesse d'être, un immeuble de placement au sens de la définition de cette expression. Un changement dans les intentions de la direction relativement à l'utilisation d'un bien immobilier ne constitue pas à lui seul une indication d'un changement d'utilisation. La liste d'exemples d'indication est maintenant désignée comme une liste non exhaustive d'exemples et non plus comme une liste exhaustive.

Améliorations annuelles des IFRS — Cycle 2014-2016

En décembre 2016, l'International Accounting Standards Board (« IASB ») a publié les améliorations annuelles apportées au cours du cycle 2014-2016. Les normes touchées par ces modifications sont les suivantes : IFRS 1 *Première application des IFRS* : il y a eu suppression des exemptions à court terme des paragraphes E3 à E7 puisqu'elles ont rempli leur rôle; IAS 28 *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises* : la modification a clarifié que le choix d'évaluer à la juste valeur par le biais du résultat net une participation dans une entreprise associée ou une coentreprise qui est détenue par une entité qui est un organisme de capital-risque, ou une autre entité admissible, doit être fait sur une base individuelle et au moment de la comptabilisation initiale.

IFRIC 22 Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée

Cette interprétation s'applique à une transaction en monnaie étrangère, ou à une partie de celle-ci, lorsqu'une contrepartie libellée ou fixée dans une monnaie étrangère est prévue, que la comptabilisation par l'entité d'un actif au titre d'un paiement anticipé ou d'un passif au titre de produits différés relativement à cette contrepartie précède la comptabilisation de l'actif, de la charge ou du produit connexe et que l'actif au titre d'un paiement anticipé ou le passif au titre de produits différés est non monétaire. Le comité a conclu que la date de la transaction, aux fins de la détermination du taux de change, correspond à la date de la comptabilisation initiale de l'actif non monétaire payé d'avance ou du passif non monétaire lié à un produit différé. Si les paiements ou encaissements anticipés sont multiples, la date de la transaction doit alors être déterminée pour chacun des paiements ou des encaissements.

5.2 Prises de position liées à des IFRS nouvelles ou révisées qui ont été publiées, mais qui ne sont pas encore en vigueur

La Société a examiné les prises de position en comptabilité révisées qui ont été publiées, mais qui ne sont pas encore en vigueur et a évalué comme suit leur incidence sur les états financiers consolidés.

- a) Il a été jugé que l'adoption de la prise de position suivante concernant les IFRS pourrait avoir une incidence sur les états financiers consolidés de la Société dans des périodes futures.

IFRS 16 Contrats de location (« IFRS 16 »)

IFRS 16 a été publiée en janvier 2016 et remplacera IAS 17 *Contrats de location*. Selon la nouvelle norme, les contrats de location doivent être inscrits à l'état de la situation financière d'une entreprise, augmentant ainsi la visibilité de ses actifs et de ses passifs. IFRS 16 abolit, dans le cas des preneurs, le classement des contrats de location en tant que contrats de location simple ou contrats de location-financement et prescrit de traiter tous les contrats de location comme étant de location-financement. Les contrats de location à court terme (moins de douze mois) et ceux portant sur des actifs de faible valeur (tels les ordinateurs personnels) comporteront une exemption facultative relativement aux nouvelles exigences. Dans le cas des bailleurs, IFRS 16 reprend l'essentiel des exigences d'IAS 17 *Contrats de location*. La nouvelle norme entre en vigueur pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2019. Les entités peuvent choisir d'utiliser une approche rétrospective en retraitant les informations comparatives ou une approche rétrospective aux termes de laquelle l'incidence cumulative de l'adoption figure dans les résultats non distribués sans qu'il y ait retraitement des informations comparatives.

Comme la Société évalue actuellement l'incidence qu'aura IFRS 16 sur ses états financiers consolidés, elle n'a pas encore déterminé les répercussions de son adoption. D'après l'évaluation faite à ce jour, la Société prévoit que c'est sur les contrats de location visant des immobilisations corporelles en vigueur ou à venir que cette nouvelle norme aura le plus d'incidence, ces contrats devant, aux termes de celle-ci, être inscrits à l'actif à l'état consolidé de la situation financière. Étant donné qu'aux termes d'IFRS 16, les contrats de location à court terme n'ont pas à être comptabilisés en tant que contrats de location-financement, la Société ne prévoit pas devoir inscrire à l'actif ses baux sur métaux précieux puisque ceux-ci sont généralement conclus après appels d'offres ou ont une durée fixe de moins de douze mois. Une analyse exhaustive de tous les contrats de location existants et une évaluation de l'incidence, sur les états financiers consolidés de la Société, des exigences d'IFRS 16 concernant la présentation de ces états et les informations à y fournir sont en cours.

- b) L'adoption des modifications suivantes ne devrait pas avoir d'incidence significative sur les états financiers consolidés de la Société.

Améliorations annuelles des IFRS — Cycle 2015-2017

En décembre 2017, l'IASB a publié les améliorations annuelles apportées aux IFRS au cours du cycle 2015-2017. Les normes touchées par ces modifications sont les suivantes : IFRS 3 *Regroupements d'entreprises* : les modifications précisent que lorsqu'une entité obtient le contrôle d'une entreprise commune, elle doit réévaluer les intérêts qu'elle

MONNAIE ROYALE CANADIENNE
 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS
 PÉRIODE DE 13 SEMAINES SE TERMINANT LE 31 MARS 2018

(Non auditées) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

détenait antérieurement dans cette entreprise; IFRS 11 *Partenariats* : les changements clarifient le fait que lorsqu'une entité obtient le contrôle conjoint d'une entreprise commune, elle n'a pas à réévaluer ses intérêts détenus antérieurement dans cette entreprise; IAS 12 *Impôts sur le résultat* : les modifications précisent que toutes les conséquences fiscales des dividendes doivent être comptabilisées en résultat net, peu importe leur origine; IAS 23 *Coûts d'emprunt* : il est dorénavant précisé que si un emprunt spécifique reste dû une fois que l'actif connexe est prêt pour son utilisation prévue ou sa vente, cet emprunt doit alors être traité en tant que fonds empruntés de façon générale aux fins du calcul du taux de capitalisation des emprunts généraux.

Les améliorations annuelles sont en vigueur pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2019.

6. CRÉANCES

	Au 31 mars 2018	Au 31 décembre 2017
Créances et régularisations découlant de contrats conclus avec des clients	20 388 \$	11 956 \$
Créances découlant de contrats conclus avec des parties liées (note 20)	632	3 512
Provision pour pertes de crédit	(28)	(28)
Créances clients, montant net	20 992	15 440
Autres créances financières courantes	110	205
Créances diverses	935	1 142
Total des créances	21 937 \$	16 787 \$

La Société ne détient aucune garantie à l'égard des créances clients et des créances diverses.

7. STOCKS

	Au 31 mars 2018	Au 31 décembre 2017
Total des stocks	70 647 \$	85 455 \$

Pour la période de 13 semaines close le 31 mars 2018, la Société a constaté 0,6 million de dollars (1,0 million pour la période de 13 semaines close le 1^{er} avril 2017) à titre de dépréciation de stocks à la valeur nette de réalisation.

8. ACTIFS ET PASSIFS DÉCOULANT DE CONTRATS

Les actifs découlant de contrats s'entendent des droits de la Société à une contrepartie pour les travaux réalisés, mais non encore facturés à la date de clôture. Les passifs découlant de contrats s'entendent de la contrepartie anticipée reçue de clients pour laquelle les produits des activités ordinaires n'ont pas encore été comptabilisés et des charges à payer liées aux actifs découlant de contrats.

MONNAIE ROYALE CANADIENNE
 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS
 PÉRIODE DE 13 SEMAINES SE TERMINANT LE 31 MARS 2018
 (Non audités) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

Les variations importantes des soldes des actifs et des passifs découlant de contrats s'établissent comme suit :

	Au 31 mars 2018	
	Actifs découlant de contrats	Passifs découlant de contrats
Solde d'ouverture au 1 ^{er} janvier 2018	11 257 \$	3 563 \$
Produits des activités ordinaires comptabilisés	-	-
Trésorerie reçue, excluant les montants comptabilisés au cours de la période	-	-
Virements depuis les passifs découlant de contrats vers les créditeurs	-	(460)
Réévaluation des écarts de conversion	214	30
Virements depuis les actifs découlant de contrats vers les créances	(8 641)	-
Augmentations attribuables aux changements touchant le degré d'avancement	11 067	3 606
Solde de clôture	13 897 \$	6 739 \$

9. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS

9.1 Gestion du risque de capital

La Société peut emprunter au Trésor ou à toute autre source, sous réserve de l'approbation du ministre des Finances quant à la période et aux conditions de l'emprunt. Depuis mars 1999, suivant les modifications à la *Loi sur la Monnaie royale canadienne*, l'ensemble des montants empruntés et non remboursés ne doit à aucun moment dépasser 75 millions de dollars. Pour la période de 13 semaines close le 31 mars 2018, les emprunts à court terme approuvés dans ce contexte et devant servir à combler les besoins en fonds de roulement ne devaient pas dépasser 25,0 millions de dollars (25,0 millions pour la période de 13 semaines close le 1^{er} avril 2017) ou son équivalent en dollars américains.

Pour répondre à ces besoins éventuels d'emprunts à court terme qui peuvent être nécessaires de temps à autre, la Société détient avec plusieurs institutions financières canadiennes diverses lignes de crédit commerciales non garanties prévoyant des emprunts pour une durée maximale de 364 jours à des taux négociés. Aucune de ces lignes de crédit n'avait été utilisée au 31 mars 2018 ou au 1^{er} avril 2017.

Dans la période de 13 semaines close le 31 mars 2018, la Société n'a remis aucun dividende à son actionnaire, le gouvernement du Canada (29 millions de dollars dans la période de 13 semaines close le 1^{er} avril 2017). La Société a recours à un cadre conceptuel pour calculer les dividendes à payer à son actionnaire. Le montant calculé du dividende correspond à l'excédent de la trésorerie à la clôture de l'exercice par rapport à une réserve de trésorerie requise prédéterminée, et son versement est prévu au quatrième trimestre de chaque exercice à compter de 2018.

9.2 Classement et évaluation de la juste valeur des instruments financiers

9.2.1 Valeur comptable et juste valeur des instruments financiers

Le tableau suivant présente le classement ainsi que la valeur comptable et la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers de la Société au 31 mars 2018 :

Au 31 mars 2018 (Note 3)	Valeur comptable	Juste valeur
Actifs financiers		
Coût amorti		
Trésorerie	51 412 \$	51 412 \$
Créances	21 102	21 102
Dérivés évalués à la juste valeur par le biais du résultat net		
Actifs dérivés	177	177
Passifs financiers		
Coût amorti		
Créditeurs et charges à payer	50 735	50 735
Emprunts	19 508	19 531
Dérivés évalués à la juste valeur par le biais du résultat net		
Passifs dérivés	1 067	1 067
Dérivés évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		
Passifs dérivés	7	7

Le tableau suivant présente le classement ainsi que la valeur comptable et la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers de la Société au 31 décembre 2017 :

Au 31 décembre 2017	Valeur comptable	Juste valeur
Actifs financiers		
Détenus à des fins de transaction		
Trésorerie	56 268 \$	56 268 \$
Actifs financiers dérivés	472	472
Prêts et créances		
Créances	15 645	15 645
Passifs financiers		
Détenus à des fins de transaction		
Passifs dérivés	597 \$	597 \$
Autres passifs financiers		
Créditeurs et charges à payer	58 459	58 459
Emprunts	19 501	19 520

La Société n'avait aucun actif financier détenu jusqu'à l'échéance ou disponible à la vente à la fin des périodes de présentation de l'information financière.

9.2.2 Hiérarchie des justes valeurs

Pour les instruments financiers, autres que ceux qui ne sont pas évalués ultérieurement à la juste valeur et pour lesquels la juste valeur se rapproche de leur valeur comptable, peu importe qu'ils soient comptabilisés à la juste valeur dans l'état consolidé résumé de la situation financière, il est nécessaire de présenter leur juste valeur et de les classer selon une hiérarchie des justes valeurs qui reflète l'importance des données utilisées dans leur évaluation :

- Niveau 1 : cours du marché (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques.
- Niveau 2 : données autres que les cours du marché visés dans le niveau 1 et qui sont observables pour l'actif ou le passif, que ce soit directement (à savoir des cours) ou indirectement (à savoir des dérivés des cours).
- Niveau 3 : données pour l'actif ou le passif qui ne sont pas fondées sur des données observables sur le marché (données non observables).

L'évaluation de la juste valeur de la trésorerie est classée comme étant au niveau 1 de la hiérarchie des justes valeurs au 31 mars 2018 et au 31 décembre 2017. Les évaluations de la juste valeur de tous les autres instruments financiers détenus par la Société sont classées comme étant au niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs au 31 mars 2018 et au 31 décembre 2017. Il n'y a pas eu de virement d'instruments financiers entre les niveaux au cours de la période de 13 semaines close le 31 mars 2018.

9.2.3 Classement et techniques d'évaluation de la juste valeur des instruments financiers

La Société détient des instruments financiers sous forme de trésorerie, de créances, d'actifs dérivés, de créditeurs et charges à payer, d'emprunts et de passifs dérivés.

La Société a estimé de la façon suivante la juste valeur de ses instruments financiers :

- i) La valeur comptable de la trésorerie, des créances et des créditeurs et charges à payer se rapproche de leur juste valeur en raison de la durée relativement courte de ces instruments financiers.
- ii) La juste valeur des emprunts a été estimée en se fondant sur la méthode de la valeur actualisée des flux de trésorerie en utilisant les taux d'intérêt du marché en vigueur aux dates respectives.
- iii) La juste valeur des contrats de change à terme et des swaps de taux d'intérêt est fondée sur les cours du marché à terme estimés et rajustés en fonction de la qualité du crédit. La Société prend en compte le risque de crédit des contreparties et son propre risque de crédit pour établir la juste valeur des instruments financiers.

Le tableau ci-dessous indique les types d'instruments financiers dérivés qui sont constatés à la juste valeur.

	Au	
	31 mars 2018	31 décembre 2017
Actifs financiers dérivés		
Contrats de change à terme	- \$	334 \$
Swaps de taux d'intérêt	177	138
	177 \$	472 \$
Passifs financiers dérivés		
Contrats de change à terme	1 067 \$	587 \$
Swaps de taux d'intérêt	7	10
Solde de clôture	1 074 \$	597 \$

9.3 Objectifs et cadre de gestion des risques financiers

L'utilisation d'instruments financiers expose la Société au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de marché.

Le Conseil d'administration est chargé de la mise en place et de la surveillance du cadre de gestion des risques de la Société. Le Comité de vérification aide le Conseil et est responsable de l'examen, de l'approbation et de la surveillance des politiques de la Société en matière de gestion des risques financiers. Le Comité de vérification rend régulièrement compte de ses activités au Conseil d'administration.

9.3.1 Gestion du risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de perte financière par la Société si un client ou une contrepartie liée à un instrument financier manque à ses obligations contractuelles. Il se situe surtout dans les créances clients, la trésorerie et les instruments dérivés. La Société a adopté une politique de transiger seulement avec des contreparties bien cotées comme moyen d'atténuer le risque d'une perte financière par manquement. Le risque de la Société et la cote de crédit des contreparties sont surveillés continuellement.

La valeur comptable des actifs financiers comptabilisés dans les états financiers consolidés résumés au 31 mars 2018 et au 31 décembre 2017 représente l'exposition maximale au risque.

9.3.1.1 Gestion du risque de crédit associé aux créances clients

L'exposition de la Société au risque de crédit associé aux créances fluctue surtout selon les caractéristiques particulières de chaque client. Toutefois, la Société prend également en compte les données démographiques de sa clientèle, y compris le risque associé au type de client et à son pays d'activité.

La Société gère ce risque en surveillant la solvabilité de ses clients et en demandant un paiement anticipé ou un autre type de paiement garanti des clients présentant un risque inacceptable. Elle a mis en place des mécanismes pour les contrats avec des clients étrangers afin de gérer les risques qu'ils présentent. La direction de la Société examine régulièrement la liste détaillée des

MONNAIE ROYALE CANADIENNE
NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS
PÉRIODE DE 13 SEMAINES SE TERMINANT LE 31 MARS 2018

(Non audités) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

créances en vue de déceler des variations des soldes de clients qui pourraient présenter des problèmes de recouvrabilité. Une provision pour pertes de crédit attendues est établie au besoin pour de tels comptes.

L'exposition maximale au risque de crédit pour les créances par région géographique est la suivante :

	Au 31 mars 2018	Au 31 décembre 2017
Canada	9 622 \$	10 324 \$
Amérique latine et Caraïbes	5 589	1 518
Asie et Australie	5 208	3 948
États-Unis	1 124	649
Europe, Moyen-Orient et Afrique	394	348
Total des créances	21 937 \$	16 787 \$

L'exposition maximale au risque de crédit pour les créances par type de client est la suivante :

	Au 31 mars 2018	Au 31 décembre 2017
Banques centrales et institutionnelles	11 833 \$	6 191 \$
Clients, commerçants et autres	7 961	6 228
Gouvernements (incluant les ministères et organismes)	2 143	4 368
Total des créances	21 937 \$	16 787 \$

La Société détermine, en fonction d'une matrice de provision, une provision pour pertes de crédit attendues qui tient compte de la moins-value estimée des créances. La matrice de provision est fondée sur les taux de défaut passés et ajustée pour tenir compte des estimations prospectives. La Société établit des conditions de paiement différentes selon le client et le produit, qui se soldent en des modalités moyennes de paiement de 30 jours. La Société a aussi examiné son exposition liée aux actifs sur contrat au 31 mars 2018 et évalué qu'il en résulte un risque minime puisque chaque contrat est assujéti à un processus d'évaluation des risques qui lui est propre. Au 31 mars 2018, le taux de pertes de crédit de la Société correspondait à moins de 1 % du total des créances.

9.3.2 Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne puisse satisfaire à ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance. La Société gère ce risque en surveillant continuellement les flux de trésorerie actuels et prévus pour s'assurer dans la mesure du possible qu'elle a les liquidités nécessaires pour satisfaire aux obligations qui échoient dans une conjoncture normale ou contraignante, sans subir de pertes inacceptables ou ternir sa réputation.

9.3.3 Risque de marché

Le risque de marché est le risque que des variations des prix du marché, telles les fluctuations du taux de change, l'évolution des taux d'intérêt ou les fluctuations des prix des marchandises, influent sur les résultats de la Société ou sur la juste valeur de ses instruments financiers.

À l'occasion, la Société utilise des instruments dérivés tels des contrats de change à terme, des accords portant sur l'échange de taux d'intérêt et des swaps sur marchandises, pour gérer son exposition aux variations des flux de trésorerie attribuables au risque de change, au risque de taux d'intérêt et au risque marchandises. La Société achète et vend des dérivés dans le cours ordinaire de son activité et toutes ces transactions sont exécutées conformément aux lignes directrices prévues dans les politiques en vigueur. La Société a pour politique de ne pas utiliser des dérivés à des fins de transaction ou de spéculation.

Risque de change

La Société est exposée au risque de change lors des transactions d'achat et de vente et des besoins de gestion de trésorerie à court terme qui sont libellés en monnaies étrangères, soit essentiellement en dollars américains et en euros. Elle gère son exposition aux fluctuations du taux de change entre les monnaies étrangères et le dollar canadien en concluant des contrats de change à terme. Elle a également recours à de tels contrats pour gérer ses besoins de trésorerie généraux.

Risque de taux d'intérêt

Les actifs financiers et les passifs financiers à taux d'intérêt variable exposent la Société à un risque de taux d'intérêt lié aux flux de trésorerie. Ce risque n'existe pas pour la trésorerie parce qu'il n'y a pas de placements à court terme aux dates présentées. Les emprunts au taux d'acceptation bancaire ou sur un swap de taux exposent la Société à un risque de taux d'intérêt lié aux flux de trésorerie. La Société a couvert l'intégralité de son exposition aux variations des taux d'intérêt liés à ces instruments en concluant des swaps de taux correspondants prévoyant qu'elle paie un taux fixe en retour d'un taux variable. Les swaps de taux sont désignés comme des instruments de couverture selon le modèle de comptabilité de couverture de flux de trésorerie.

Les actifs financiers et les passifs financiers à intérêt fixe sont sujets au risque de taux d'intérêt à la juste valeur. La Société ne comptabilise pas ses instruments d'emprunt à taux fixe en tant qu'instruments détenus à des fins de transaction. Une variation des taux d'intérêt à la date de présentation de l'information financière n'influerait donc d'aucune façon sur le résultat net découlant de ces instruments à taux fixe. Les swaps de taux d'intérêt exposent la Société à un risque de taux d'intérêt à la juste valeur.

Risque marchandises

La Société est exposée au risque marchandises à l'achat et à la vente de métaux précieux, dont l'or, l'argent, le platine et le palladium, et de métaux communs, entre autres, le nickel, le cuivre et l'acier.

La Société n'est pas exposée au risque de prix lié au programme de vente de produits d'investissement en métal précieux, car l'achat et la vente de métaux précieux utilisés dans ce programme sont réalisés le même jour, sur la même base de prix et dans la même monnaie. Aux fins des ventes de produits numismatiques, la Société conclut des contrats à court terme ou prend des engagements d'achat de métaux précieux et de métaux communs afin d'atténuer le risque marchandises (notes 21.1 et 21.3).

Pour les contrats conclus aux fins d'acquisition de marchandises à être utilisées dans la production, la Société applique le classement des achats normalisés.

MONNAIE ROYALE CANADIENNE
NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS
PÉRIODE DE 13 SEMAINES SE TERMINANT LE 31 MARS 2018

(Non audités) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

L'incidence d'une variation du risque marchandises sur les états financiers consolidés résumés n'est pas importante, car le volume non couvert de la Société est minime.

10. IMMOBILISATIONS

Immobilisations corporelles

La composition de la valeur comptable nette des immobilisations corporelles de la Société est présentée dans les tableaux suivants.

	Au 31 mars 2018	Au 31 décembre 2017
Coût	419 849 \$	417 012 \$
Cumul des amortissements	(254 340)	(250 941)
Valeur comptable nette	165 509 \$	166 071 \$
Valeur comptable nette par catégorie d'actif		
Terrains et améliorations aux terrains	3 071 \$	3 073 \$
Édifices et améliorations	92 146	91 694
Matériel	69 850	70 346
Projets d'immobilisations en cours	442	958
Valeur comptable nette	165 509 \$	166 071 \$

Pendant le premier trimestre de 2018, la Société a acquis pour 2,8 millions de dollars (2,4 millions en 2017) d'édifices et améliorations locatives et de matériel. Aucune immobilisation n'a été reclassée d'une catégorie à l'autre des immobilisations corporelles.

Pour le premier trimestre de 2018, les entrées d'immobilisations corporelles tiennent compte d'une régularisation totalisant 0,4 million de dollars (1,0 million en 2017).

Les immobilisations corporelles sont constatées au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Aucun actif n'avait été donné en garantie d'emprunts au 31 mars 2018.

Immobilisations incorporelles

	Au 31 mars 2018	Au 31 décembre 2017
Coût	32 181 \$	32 052 \$
Cumul des amortissements	(23 045)	(22 122)
Valeur comptable nette	9 136 \$	9 930 \$

Pendant le premier trimestre de 2018, la Société a acquis pour 0,1 million de dollars (0,1 million en 2017) de logiciels. Aucune immobilisation n'a été reclassée d'une catégorie à l'autre des immobilisations incorporelles.

Les entrées d'immobilisations incorporelles ne tiennent compte d'aucune régularisation pour le premier trimestre de 2018 (0,1 million en 2017).

MONNAIE ROYALE CANADIENNE
 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS
 PÉRIODE DE 13 SEMAINES SE TERMINANT LE 31 MARS 2018

(Non audités) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

11. RACHATS DE PRODUITS VENDUS À LEUR VALEUR NOMINALE

	Au 31 mars 2018	Au 31 décembre 2017
Rachats de produits vendus à leur valeur nominale	181 576 \$	182 060 \$
Récupération de métaux précieux	(40 491)	(40 925)
Rachats de produits vendus à leur valeur nominale, montant net	141 085	141 135
Moins la partie courante	(1 451)	(1 789)
Partie non courante des rachats de produits vendus à leur valeur nominale, montant net	139 634 \$	139 346 \$
	Au 31 mars 2018	Au 31 décembre 2017
Solde d'ouverture	141 135 \$	141 017 \$
Ajouts, montant net	-	643
Rachats, montant net	(381)	(1 873)
Réévaluation	331	1 348
Solde de clôture	141 085 \$	141 135 \$

Au 31 mars 2018, la Société a établi qu'elle ne pouvait toujours pas estimer de manière fiable les rachats de pièces vendues à leur valeur nominale.

Les rachats de produits vendus à leur valeur nominale représentent le montant prévu des sorties de trésorerie advenant que la totalité des pièces vendues à leur valeur nominale soient rachetées, ce qui englobe les coûts des rachats, facteur contrebalancé par le contenu de métaux précieux que récupérera la Société par suite de ces rachats. La composante récupération de métaux précieux du passif est fondée sur la valeur marchande de l'argent à chaque date de présentation des états financiers. L'incidence de la réévaluation de cette composante du passif a été une hausse de 0,3 million de dollars pour le premier trimestre de 2018 (1,3 million en 2017).

La portion courante des rachats des produits vendus à leur valeur nominale est fondée sur ceux des 12 derniers mois puisque la Société a déterminé qu'il était toujours improbable que toutes les pièces vendues à leur valeur nominale qui sont en circulation soient rachetées au cours des 12 prochains puisqu'il existe de nombreux détenteurs et que le processus de rachat prend du temps.

Depuis le 1^{er} janvier 2017, la Société n'offre plus de pièces vendues à leur valeur nominale et toutes les commandes en souffrance ont été remplies.

12. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

	Au 31 mars 2018	Au 31 décembre 2017
Dettes fournisseurs	4 602 \$	2 207 \$
Autres passifs financiers courants ¹	45 420	55 835
Autres créditeurs et charges à payer ²	2 772	2 761
Total des créditeurs et charges à payer courants	52 794 \$	60 803 \$
Autres passifs financiers non courants	713	418
Autres créditeurs et charges à payer non courants ²	1 440	1 463
Total des créditeurs et charges à payer non courants	2 153 \$	1 881 \$
Créditeurs et charges à payer	54 947 \$	62 684 \$

¹ Les autres passifs financiers courants comprennent des créditeurs qui ne constituent pas des dettes fournisseurs ainsi que diverses régularisations touchant l'exploitation et les immobilisations.

² Les autres créditeurs et charges à payer comprennent des montants à payer au titre des retenues d'impôt, de la taxe de vente et des provisions pour retours. La provision pour retours au 31 mars 2018 se chiffrait à 2,7 millions de dollars (2,3 millions de dollars au 31 décembre 2017). Ils tiennent également compte d'une régularisation associée à une pénalité de 1,6 million de dollars (1,6 million au 31 décembre 2017), montant dont la majeure partie provient du fait que le montant de la taxe de vente facturé au ministère des Finances n'était pas assez élevé (note 20).

13. RÉMUNÉRATION ET AVANTAGES DU PERSONNEL

Prestations de retraite

Dans la période de 13 semaines close le 31 mars 2018, la Société a versé des cotisations totalisant 2,3 millions de dollars (2,4 millions dans la période de 13 semaines close le 1^{er} avril 2017).

Il y a lieu de se reporter à la note 17 annexe aux états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2017 pour obtenir des détails sur les régimes de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi de la Société.

14. PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

La Société a appliqué IFRS 15 selon la méthode rétrospective modifiée. Ainsi, les informations comparatives pour 2017 n'ont pas été retraitées et sont toujours présentées conformément aux méthodes comptables indiquées à la note 2.19 des états financiers consolidés audités annuels de la Société. Les répercussions de la mise en œuvre d'IFRS 15 sur les états financiers consolidés résumés de la Société sont décrites à la note 3.

Produits provenant de contrats avec les clients

	Période de 13 semaines close le	
	31 mars 2018	1 ^{er} avril 2017 ¹
Produits provenant de la vente de biens	334 068 \$	495 186 \$
Produits provenant de la prestation de services	6 811	7 564
Total des produits des activités ordinaires	340 879 \$	502 750 \$

¹ Les chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour déplacer les ventes de biens liés aux services d'affinage depuis les produits provenant de la prestation de services vers les produits provenant de la vente de biens.

MONNAIE ROYALE CANADIENNE
 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS
 PÉRIODE DE 13 SEMAINES SE TERMINANT LE 31 MARS 2018

(Non audités) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

Les produits provenant de la vente de biens sont présentés déduction faite du coût des ventes lorsque la Société n'agit pas pour son propre compte dans le cadre de la transaction (« opérations visant des stocks de clients »). Le tableau qui suit renferme un rapprochement du montant brut des produits provenant de la vente de biens et de leur montant net qui est présenté.

	Période de 13 semaines close le	
	31 mars 2018	1 ^{er} avril 2017 ¹
Produits provenant de la vente de biens, montant brut	396 475 \$	625 119 \$
Moins les opérations visant des stocks de clients	(62 407)	(129 933)
Produits provenant de la vente de biens, montant net	334 068 \$	495 186 \$

¹ Les chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour déplacer les ventes de biens liés aux services d'affinage depuis les produits provenant de la prestation de services vers les produits provenant de la vente de biens.

14.1 Ventilation des produits des activités ordinaires

Le tableau suivant présente la ventilation des produits des activités ordinaires en fonction des régions géographiques principales, des lignes commerciales et du moment de la comptabilisation des produits des activités ordinaires.

Régions géographiques principales	Période de 13 semaines close le	
	31 mars 2018	1 ^{er} avril 2017
Amérique du Nord	183 331 \$	296 566 \$
Europe, Moyen-Orient et Afrique	122 757	148 028
Asie et Australie	28 021	57 646
Amérique latine et Caraïbes	6 770	510
Total des produits des activités ordinaires	340 879 \$	502 750 \$

Lignes commerciales	Période de 13 semaines close le	
	31 mars 2018	1 ^{er} avril 2017
Pièces de circulation canadiennes	22 586 \$	24 600 \$
Pièces de circulation étrangères	18 559	10 092
Produits et services d'investissement	271 696	421 174
Produits numismatiques	28 038	46 884
Total des produits des activités ordinaires	340 879 \$	502 750 \$

Moment de la comptabilisation des produits des activités ordinaires	Période de 13 semaines close le	
	31 mars 2018	1 ^{er} avril 2017
Obligation de prestation remplie à un moment précis	333 461 \$	499 078 \$
Obligation de prestation remplie au fil du temps	7 418	3 672
Total des produits des activités ordinaires	340 879 \$	502 750 \$

14.2 Prix de transaction affecté aux obligations de prestation qui restent à remplir

Le tableau suivant comprend les produits des activités ordinaires dont la comptabilisation est prévue ultérieurement au titre d'obligations de prestation non remplies (ou partiellement remplies) au 31 mars 2018.

	2018	2019	TOTAL
Pièces de circulation étrangères	39 308 \$	1 564 \$	40 872 \$

La Société a d'autres contrats d'une durée de plus de 12 mois qui comportent des obligations de prestation non remplies qui sont tributaires des volumes. Ces contrats sont exclus du tableau qui précède car la Société ne peut évaluer de manière fiable les obligations de prestation non remplies. Aux termes de ces contrats, les clients ont la possibilité d'augmenter ou de réduire le volume sur la durée de leurs contrats respectifs, et cette décision se répercuterait sur l'obligation de prestation non remplie.

15. CHARGES D'AMORTISSEMENT

	Période de 13 semaines close le	
	31 mars 2018	1 ^{er} avril 2017
Amortissement des immobilisations corporelles	3 400 \$	3 955 \$
Amortissement des immobilisations incorporelles	924	920
Total des charges d'amortissement	4 324 \$	4 875 \$

Les charges d'amortissement ont été reclassées dans les charges d'exploitation comme suit :

	Période de 13 semaines close le	
	31 mars 2018	1 ^{er} avril 2017
Coût des ventes	2 599 \$	2 558 \$
Frais de marketing et ventes	696	904
Frais d'administration	1 029	1 413
Total des charges d'amortissement	4 324 \$	4 875 \$

16. CHARGES DE RÉMUNÉRATION

	Période de 13 semaines close le	
	31 mars 2018	1 ^{er} avril 2017 (Note 22)
Inclus dans le coût des ventes :		
Rémunération incluant les avantages du personnel à court terme	8 584 \$	10 139 \$
Coûts du régime de retraite	1 185	1 181
Autres avantages du personnel à long terme et avantages postérieurs à l'emploi	718	606
Indemnités de cessation d'emploi	37	60
Inclus dans les frais de marketing et ventes :		
Rémunération incluant les avantages du personnel à court terme	4 432	4 476
Coûts du régime de retraite	342	356
Autres avantages du personnel à long terme et avantages postérieurs à l'emploi	166	131
Indemnités de cessation d'emploi	(33)	305
Inclus dans les frais d'administration :		
Rémunération incluant les avantages du personnel à court terme	7 742	8 163
Coûts du régime de retraite	619	768
Autres avantages du personnel à long terme et avantages postérieurs à l'emploi	352	376
Indemnités de cessation d'emploi	89	523
Total des charges de rémunération et des avantages du personnel	24 233 \$	27 084 \$

17. CHARGES DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DÉVELOPPEMENT EXPÉRIMENTAL (RS&DE), MONTANT NET

	Période de 13 semaines close le	
	31 mars 2018	1 ^{er} avril 2017
Charges de RS&DE	950 \$	1 262 \$
Crédit d'impôt à l'investissement à la RS&DE	(119)	(181)
Charges nets de RS&DE	831 \$	1 081 \$

Le montant net des charges de recherche scientifique et développement expérimental est inclus dans les frais d'administration figurant dans l'état consolidé résumé du résultat global.

18. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Ce qui suit indique les principales composantes de la charge d'impôts sur le résultat.

	Période de 13 semaines close le	
	31 mars 2018	1 ^{er} avril 2017
Charge d'impôts sur le résultat exigible	3 198 \$	2 576 \$
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat différé	(569)	1 161
Charge d'impôts sur le résultat	2 629 \$	3 737 \$

La charge d'impôts sur le résultat avant impôts établie au moyen du taux d'imposition effectif de la Société diffère de celle qui serait calculée en appliquant le taux fédéral d'imposition prévu par la loi de 25 % (25 % en 2017).

19. INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

19.1 Reclassement

La Société a modifié le tableau consolidé résumé des flux de trésorerie en 2017 de façon à mieux représenter les profits et pertes réalisés et non réalisés sur les instruments financiers, soit plus précisément la portion réalisée des profits ou pertes de change. En outre, les paiements d'intérêts sur les emprunts ont été reclassés et pris en compte dans les activités d'exploitation.

L'incidence de ces reclassements a été la suivante :

Augmentation (diminution)	Au 1 ^{er} avril 2017		Montant après reclassement
	Montant déjà établi	Reclassement	
Perte nette (gain net) de change	1 768 \$	(3 573) \$	(1 805) \$
Variation nette des actifs et passifs d'exploitation	(9 992)	22	(9 970)
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie	(3 322)	3 551	229
Intérêts reçus, déduction faite des intérêts payés	144	(62)	82
Frais de financement payés	(62) \$	62 \$	- \$

19.2 Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie

La variation nette des actifs et passifs d'exploitation figurant dans le tableau consolidé résumé des flux de trésorerie est imputable aux éléments suivants :

	Période de 13 semaines close le	
	31 mars 2018	1 ^{er} avril 2017 ¹
Créances	(5 416) \$	(1 323) \$
Stocks	5 677	(7 627)
Charges payées d'avance	(1 280)	(784)
Créditeurs et charges à payer	(6 918)	1 932
Produits différés	(699)	(2 168)
	(8 636) \$	(9 970) \$

¹ Les chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés tel qu'il est décrit à la note 19.1.

MONNAIE ROYALE CANADIENNE
 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS
 PÉRIODE DE 13 SEMAINES SE TERMINANT LE 31 MARS 2018
 (Non audités) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

Les ajustements aux autres (produits) charges, montant net ont été comme suit :

	Période de 13 semaines close le	
	31 mars 2018	1 ^{er} avril 2017
Charges		
Charges au titre des avantages du personnel	2 117 \$	2 303 \$
Avantages du personnel versés	(2 242)	(1 353)
Dépréciations de stocks	(568)	1 018
Gain à la sortie d'actifs	-	(5)
Autres charges (produits) hors trésorerie, montant net	119	(169)
Produits	(853)	(1 799)
	(1 427) \$	(5) \$

Les impôts sur le résultat payés ont été comme suit :

	Période de 13 semaines close le	
	31 mars 2018	1 ^{er} avril 2017
Impôts sur le résultat payés	(2 795) \$	(5 094) \$
	(2 795) \$	(5 094) \$

Les intérêts reçus, déduction faite des intérêts payés, ont été comme suit :

	Période de 13 semaines close le	
	31 mars 2018	1 ^{er} avril 2017 ¹
Intérêts reçus	310 \$	193 \$
Intérêts payés	(89)	(111)
	221 \$	82 \$

¹ Les chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés tel qu'il est décrit à la note 19.1.

20. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La Société est liée, sur le plan de la propriété commune, à toutes les entités appartenant au gouvernement du Canada. Elle effectue des transactions avec ces entités dans le cours normal de ses activités, aux mêmes conditions que celles conclues avec des parties non liées. Conformément à l'exemption de l'obligation en matière d'informations pour les « entités liées à une autorité publique », la Société est exemptée de certaines dispositions relatives aux informations à fournir d'IAS 24 en ce qui a trait à ses transactions et soldes avec les parties liées suivantes :

- une autorité publique, dont elle est sous le contrôle, le contrôle conjoint ou l'influence notable;
- une autre entité qui est une partie liée du fait que les deux entités sont sous le contrôle, le contrôle conjoint ou l'influence notable d'une même autorité publique.

Les transactions avec des parties liées qui sont significatives, considérées individuellement ou collectivement, comprennent celles avec le gouvernement du Canada et ses ministères et toutes les sociétés d'État fédérales.

MONNAIE ROYALE CANADIENNE
 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS
 PÉRIODE DE 13 SEMAINES SE TERMINANT LE 31 MARS 2018

(Non audités) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

La majorité des transactions avec le gouvernement du Canada ont été effectuées avec le ministère des Finances concernant la production, la gestion et la distribution de pièces de circulation canadiennes. Les transactions sont négociées et évaluées à la juste valeur dans le cadre d'un protocole d'entente par lequel le prix est convenu annuellement dans le cours normal des activités.

Les transactions avec le ministère des Finances ont été comme suit :

	Période de 13 semaines close le	
	31 mars 2018	1 ^{er} avril 2017
Produits provenant du ministère des Finances	20 452 \$	22 792 \$

	Au	
	31 mars 2018	1 ^{er} avril 2017
Montant à recevoir du ministère des Finances	632 \$	3 512 \$

La majorité des transactions avec des sociétés d'État portaient sur la vente de produits numismatiques.

Les créiteurs et charges à payer figurant à l'état consolidé résumé de la situation financière tiennent compte d'une régularisation associée à une pénalité de 1,6 million de dollars (1,6 million au 31 décembre 2017), montant dont la majeure partie a découlé du fait que le montant de la taxe de vente facturé au ministère des Finances n'était pas assez élevé. La Société attend l'évaluation finale de la taxe de vente qu'elle doit régler et facturera ce ministère pour la taxe de vente sous-facturée, soit 32 millions de dollars, montant qu'elle remettra ensuite à l'Agence du revenu du Canada. Ce montant n'a pas été pris en compte à l'état consolidé résumé de la situation financière.

21. ENGAGEMENTS, ÉVENTUALITÉS ET GARANTIES

21.1 Baux sur métaux précieux

Afin de faciliter la production de pièces de métaux précieux et de gérer les risques associés aux variations de prix des métaux, la Société peut conclure des accords au titre de contrats d'approvisionnement à prix ferme et des baux sur métaux précieux. Au 31 mars 2018, la Société comptait 14,3 millions de dollars d'accords au titre de contrats d'approvisionnement en métaux précieux (17,6 millions au 31 décembre 2017).

À la fin de la période, la Société avait conclu des baux sur métaux précieux comme suit :

Onces	Au	
	31 mars 2018	31 décembre 2017
Or	177 227	73 370
Argent	5 688 967	5 892 387
Palladium	243	538
Platine	22 850	24 165

MONNAIE ROYALE CANADIENNE
 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS
 PÉRIODE DE 13 SEMAINES SE TERMINANT LE 31 MARS 2018

(Non audités) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

Les frais de location sont calculés d'après la valeur de marché. Les paiements de location pour les baux sur métaux précieux comptabilisés en charges pour la période de 13 semaines close le 31 mars 2018 se sont élevés à 0,6 million de dollars (0,9 million pour la période de 13 semaines close le 1^{er} avril 2017). La valeur des métaux visés par ces baux sur métaux n'apparaît pas aux états financiers consolidés résumés de la Société, car elle a l'intention de les régler par la prise de possession ou l'expédition des métaux en question.

21.2 Garanties commerciales et bancaires

La Société détient diverses garanties bancaires et commerciales liées à la production à forfait de pièces étrangères. Les garanties ont été émises dans le cours normal des activités, et elles ont été accordées par diverses institutions financières qui offrent à la Société des lignes de crédit. La durée maximale des garanties de bonne fin est d'un an, selon le contrat visé, tandis que la durée maximale des garanties de soumission est de cinq ans. En règle générale, la durée des garanties de soumission est inférieure à trois mois, selon la durée de la période de soumission relative au contrat visé. La durée des divers contrats visés par les garanties de soumission ou de bonne fin varie normalement de un à deux ans. Les paiements susceptibles de devenir exigibles aux termes des engagements précités feraient suite à l'inexécution d'un contrat par la Société. La Société ne prévoit pas devoir verser de paiement d'importance à l'avenir. Au 31 mars 2018, le maximum des paiements futurs susceptibles de devenir exigibles aux termes des garanties de soumission et de bonne fin est de 11,7 millions de dollars (11,3 millions au 31 décembre 2017).

21.3 Autres engagements et éventualités

Le total des engagements minimums futurs estimés qui subsistent est indiqué ci-dessous.

	2018	2019	2020	2021	2022	2023 et par la suite	Total
Contrats de location simple	182 \$	2 596 \$	2 257 \$	2 153 \$	1 269 \$	4 048 \$	12 505 \$
Autres engagements	24 709	4 230	2 725	2 113	-	46	33 823
Engagements sur métaux communs	12 081	-	-	-	-	-	12 081
Engagements relatifs à des projets d'immobilisations	2 732	-	-	-	-	-	2 732
Total	39 704 \$	6 826 \$	4 982 \$	4 266 \$	1 269 \$	4 094 \$	61 141 \$

Les autres engagements comprennent des contrats fermes conclus avec des fournisseurs et portant sur des biens et des services, compte non tenu des engagements sur métaux précieux et des contrats de location simple.

Les engagements sur métaux communs sont des contrats d'approvisionnement fermes et à prix fixe que la Société conclut afin de faciliter la production de pièces de circulation et de collection (pour le Canada et d'autres pays) et de gérer ses risques associés aux variations des prix des métaux.

Au 31 mars 2018, la Société s'était engagée à consacrer environ 2,7 millions de dollars (3,3 millions au 31 décembre 2017) à des projets d'immobilisations en 2018.

MONNAIE ROYALE CANADIENNE
NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS
PÉRIODE DE 13 SEMAINES SE TERMINANT LE 31 MARS 2018

(Non audités) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

En outre, il existe diverses créances légales contre la Société. Les demandes qui sont incertaines en termes d'issue ou de sortie potentielle ou qui ne peuvent pas être évaluées sont considérées comme des éventualités et ne sont pas comptabilisées dans les états financiers consolidés résumés de la Société. Au 31 mars 2018, les créanciers et charges à payer (note 12) tiennent compte d'une provision de 0,8 million de dollars pour les obligations éventuelles de nature juridique (0,9 million au 31 décembre 2017). Le montant et le moment du règlement de la provision sont incertains.

Il n'y a pas eu d'autres modifications importantes aux engagements, éventualités et garanties de la Société depuis le 31 décembre 2017.

22. RECLASSEMENTS

En 2018, la Société a modifié le classement de certains montants figurant dans l'état consolidé résumé du résultat global, les transférant entre les catégories du coût des ventes, des frais de marketing et ventes et des frais d'administration afin de refléter plus fidèlement leur nature. Les montants correspondants indiqués dans les présents états financiers consolidés résumés ont été reclassés afin d'en assurer la cohérence.

Le tableau qui suit indique l'incidence combinée de ces reclassements :

Augmentation (diminution)	Période de 13 semaines close le 1 ^{er} avril 2017		
	Montant présenté	Reclassement	Montant après reclassement
Coût des ventes	452 296 \$	6 390 \$	458 686 \$
Frais de marketing et ventes	16 669	(5 281)	11 388
Frais d'administration	17 159 \$	(1 109) \$	16 050 \$